
Une société civile sous contrôle

Ertugrul Kürkçü

Les leaders de l'initiative civique turque étaient bien fiers de leur exploit lorsque ce qui a été appelé "le plus grand mouvement de contestation populaire de l'Histoire de la Turquie moderne" a pris fin, en mars dernier. Lancé sous le mot d'ordre "Une minute d'obscurité pour une éternité de lumière", la contestation s'était étendue à l'ensemble du pays pendant tout le mois de février 1997 — mois dramatique qui a vu l'armée turque intervenir pour la quatrième fois de ces quarante dernières années dans les affaires politiques du pays — pour s'achever début mars, après avoir suscité une série de controverses sur le rôle de l'armée vis-à-vis de la société civile.

A partir du 1er février et tous les soirs à 21h, principalement dans les grandes villes telles que Istanbul, Ankara, Izmir, Bursa et Diyarbakir, les gens éteignaient les lumières puis, durant une minute, se mettaient à battre le tambour, à siffler et à émettre des signaux lumineux.

Le mouvement a recueilli l'adhésion de citoyens de toutes conditions sociales depuis les hautes sphères du pouvoir jusqu'aux gardiens d'immeubles. Ainsi, par exemple, comme les lumières du gratte-ciel qui abrite le quartier général du magnat stanbouliote Sakip Sabanci étaient éteintes à 21h, le portier Mehmed Aslan se mettait à sa fenêtre pour battre les casseroles avec son voisin qui le rejoignait tous les soirs: "Notre voix n'est pas entendue, dit-il, alors je fais du bruit pour nous faire entendre."

Largement soutenu par les médias turcs, le mouvement a atteint en février des proportions gigantesques, mobilisant plusieurs millions de personnes. Cependant et contre toute attente, ses initiateurs — un forum civique anonyme —, l'ont laissé s'arrêter bien qu'il n'ait pas encore réussi à avancer d'un iota vers son objectif initial, à savoir "la solution et l'assainissement des liens présumés entre le crime organisé, le pouvoir politique et les forces de sécurité".

Automne 1997

Ces “liens” ont été à la une de l’actualité en Turquie à la suite de l’accident de la route survenu en novembre 1996 près de la ville de Surluk dans le nord-ouest du pays. Deux corps sans vie avaient été retirés de la luxueuse Mercedes renversée: celui de Abdullah Catli, un assassin fasciste recherché de longue date et celui de Hussain Kocadag, un haut officier des forces de sécurité, fondateur des troupes de la police contre-révolutionnaire qui agissaient dans le sud-ouest. Les deux autres victimes, blessées grièvement étaient un chef de garde d’un village kurde et Sedak Bucak, député membre du parti de Tansu Ciller. Les quatre hommes transportaient un énorme arsenal qui manquait aux inventaires de la police. Cet événement se répandit dans la presse turque et apporta la preuve d’un lien entre ce groupe et les milliers d’assassinats non élucidés qui ont été perpétrés depuis le début de la guerre entre l’armée turque et la guérilla kurde du PKK en 1984.

Ceci étant, les motifs de la campagne de contestation avancés par ses initiateurs ainsi que le discours qui l’a accompagnée semblent avoir subi des changements significatifs en février-mars. En effet, tandis que le premier appel s’adressait à “tous”, le dernier communiqué s’adressait lui aux “citoyens de la République turque de toutes professions”, les appelant à suspendre le mouvement, pour le reprendre le 23 avril, date anniversaire de l’établissement du Parlement turc, “*journée symbolique de la transition de la Turquie de l’empire musulman à un État-nation séculier*”. Le mouvement n’a plus jamais repris.

Durant tout le mois de février, la Turquie avait vraiment vécu des moments décisifs. Mais ce qui reste sujet à controverse, c’est de savoir s’il s’agissait authentiquement du “*plus grand mouvement de contestation populaire de l’Histoire de la Turquie moderne*” ou bien d’une manipulation de l’armée turque, pour reprendre le pays au gouvernement pro-islamiste dirigé par Erbakan.

Une manipulation de l’armée

L’armée qui avait étendu son pouvoir sur le pays à trois reprises, successivement en 1960, 1971 et 1980, est en train de faire circuler, depuis janvier dernier, l’idée que le peuple devrait se lever contre l’islamisation radicale, suggérant des actions de protestation pacifiques, à l’instar de celles menées par les familles des “disparus”, victimes présumées des forces de sécurité en Turquie.

“*Le peuple turc pourrait déclencher une campagne massive contre la propagande islamiste, comme l’ont fait les familles des disparus*”, avait déclaré un militaire qui a préféré garder l’anonymat, dans un entretien avec le quotidien national *Milliyet* en janvier dernier. Il avait ajouté que “*les généraux considèrent qu’il était urgent que la société civile use de ses droits démocratiques en enclenchant une campagne pour défendre la république séculière et en provoquant des rassemblements massifs afin d’éveiller la conscience populaire.*”

De plus, à la veille du déclenchement du mouvement “une minute d'obscurité pour une éternité de lumière”, un haut officier de l'armée avait déclaré, dans une interview accordée sous le couvert de l'anonymat à Ertugrul Özkök, rédacteur en chef du quotidien national officieux *Hürriyet*: “Le peuple souffre d'inertie. La majorité croit que si la situation empirait, les forces armées seraient à même de trouver une solution, d'une façon ou d'une autre. Cette fois néanmoins, la crise doit être résolue par la société civile et par le parlement. Maintenant, c'est le tour des forces "non-armées".”

Cependant pour l'élite de la société civile turque, ce premier test de l'ouverture présumée des généraux tendant à remettre le sort du pays entre les mains des “initiatives civiques” a brusquement prouvé les limites bien étroites des intentions de l'armée.

L'impotence de la classe dirigeante

Dans l'esprit des généraux turcs, l'intervention des forces civiles ne devait pas nécessairement impliquer un renoncement de l'armée à sa puissance et à son influence, en faveur des détenteurs du pouvoir économique, considérés comme “irresponsables” après la présentation par un groupe des plus puissants industriels de Turquie, d'un ensemble de propositions pour promouvoir la démocratie dans le pays.

Ce groupe avait appelé à l'abolition définitive du rôle suprême de l'armée dans les affaires politiques et dans l'administration, à la solution pacifique du conflit kurde et à la consolidation du système séculier afin d’*“établir une démocratie stable et conforme aux modèles universellement admis.”*

Halis Komili, ancien président de l'Association des industriels et hommes d'affaires turcs (Tüsiad) avait essuyé un revers au cours de sa réunion avec le chef d'état major le général İsmail Hakkı Karadayı, au bureau de ce dernier, à la suite de la présentation d'un volumineux rapport de 180 pages sur *“les perspectives de démocratisation en Turquie”* dans le but d’*“élever le niveau de la démocratie”*.

Particulièrement attaché à préserver au Conseil national de sécurité (CNS) le statut que lui confère la Constitution, le chef d'état major avait fermement rejeté la proposition de la Tüsiad de subordonner l'armée au ministère de la Défense. Actuellement, le chef d'état major occupe le second rang après le Premier ministre au sein de l'exécutif et préside de fait le CNS, un conseil totalement dominé par l'état major des forces armées, qui adresse ses recommandations au gouvernement aussi bien sur les affaires courantes que les questions majeures relevant de la politique étrangère. Depuis la création du CNS, en 1962, aucune de ses “recommandations” n'a été négligée par les gouvernements successifs.

Les chefs militaires ont même rejeté les propositions de la Tüsiad tendant à garantir les libertés culturelles et politiques des Kurdes de Turquie pour régler le conflit qui se poursuit dans le sud-est du pays. Le

chef d'état major de l'armée aurait déclaré que c'était là *“l'expression plus enjolivée des revendications des députés pro-kurdes du Parti de la Démocratie, actuellement en prison, et que les propositions de la Tüsiad étaient donc totalement inacceptables.”*

“Nous courons le risque de perdre nos liens avec l'Europe, à moins d'améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.” C'est en ces termes que Halis Komili avait justifié cette proposition de réformes radicales, ajoutant: *“Perdre le marché européen pourrait engendrer des conséquences terribles pour la Turquie.”* Rappelant les assassinats mystérieux, les disparitions, la corruption du système de sécurité et la percée du fondamentalisme, H. Komili estime que *“ce sont là autant d'événements embarrassants au regard des droits de l'homme, de l'honnêteté politique et de la décence administrative”*. Il considère que *“ces irrégularités sapent la fiabilité du système et lui retirent toute capacité à se renouveler, préparant ainsi le terrain à une domination des ordres religieux et du crime organisé.”* Il dit enfin *“devoir malgré tout contribuer à réparer les défauts du système.”*

La Tüsiad avait toutefois *“gobé l'emballage démocratique”* de la controverse amère engagée par l'armée contre le gouvernement islamiste, à travers les conférences de presse consacrées aux menaces du pouvoir islamiste à l'encontre de la République séculière.

Les initiatives civiques ne se sont cependant pas limitées à *“l'élite du pays”*: les confédérations des syndicats Turk-Is et DISK qui représentent à elles deux 2,5 millions de travailleurs, se sont, depuis le mois de mai, alliées avec la Confédération turque des organisations patronales (TISK) qui ne compte pas moins de 1400 entreprises affiliées employant un total de 1,2 million de salariés, ainsi qu'avec la Confédération turque des commerçants et artisans (TESK) qui regroupe 4 millions de membres et 396 branches professionnelles, et enfin avec l'Union des chambres de Commerce et du Commerce en gros (TOBB) qui compte 800.000 adhérents issus des 348 chambres régionales.

Critiquant le Gouvernement qui *“a cédé aux attaques concertées contre la République séculière”*, l'alliance capital-travail l'accuse également de *“restreindre la liberté de la presse et de saper les droits démocratiques fondamentaux des citoyens”* et menace d'une grève nationale qui s'étendrait à l'ensemble des régions.

Le leader syndicaliste Cetin Uygur, membre du Bureau exécutif du DISK a émis des doutes quant à l'indépendance de la campagne enclenchée par l'alliance capital-travail par rapport aux forces armées. *“Nous devons garder à l'esprit qu'une telle campagne a été envisagée, à l'origine, au cours d'une réunion en mars entre ces organisations et les hauts officiers de l'armée à Ankara.”* Uygur a rappelé les efforts déployés pour lier l'action des ONG à celle de l'Armée dans la lutte anti-fondamentaliste, ce qui, pour lui, n'est pas forcément un objectif démocratique. Uygur estime que *“les syndicats, en particulier le DISK, pourraient participer à des mouvements de contestation publics mais seulement pour promouvoir la démocratie”*, car, ajoute-t-il, *“nous constituons la base démocratique”*. Mais l'alliance capital-travail *“n'est*

pas aussi indépendante vis-à-vis des militaires que ne le proclament ses porte-parole.”

La société civile au secours de la République séculière

Pour les Turcs, l'usage du terme d'origine grecque "démocratie" et son équivalent d'origine latine "république" n'est pas littéralement le même que pour les Occidentaux. *Demos cratos* et *res-publica* désignent un même concept, à savoir le pouvoir du peuple. Mais dans l'usage politique turc, le terme "république" réfère à l'établissement de la première république en Turquie en 1923 et s'identifie à l'abolition de l'ordre islamique, tandis que la démocratie est considérée comme un élément secondaire de l'ordre républicain. Sauvegarder la république est donc la raison d'être de la société politique turque constituée par l'élite militaire et bureaucratique.

Ceci peut expliquer pourquoi "*le plus grand mouvement de contestation de l'Histoire de la Turquie moderne*" a été condamné à s'éteindre, dès lors qu'il a osé aborder la question de la responsabilité de l'armée dans les restrictions infligées à la démocratie turque. Ce qui a été mis en avant, ce n'est pas le fait que l'armée a été garante de l'élément civique, mais plutôt son rôle en tant que protectrice de la République séculière non pas à travers le soutien de la protestation populaire, mais par l'appui apporté à chacun des pas effectués par l'élite républicaine sur la voie de la liquidation de l'islamisme.

La société civile turque n'est pas actuellement au stade hégélien où les forces sociales mènent le combat jusqu'à l'objectif final, mais bien au contraire, elle est aujourd'hui une sphère contrôlée où les groupes sociaux se trouvent en accord avec les exigences des priorités de l'Etat.

(Traduit de l'anglais par Anissa Barrak)

Ertugrul Kürkçü est le correspondant de l'InterPressService à Istanbul et éditorialiste au quotidien *Gündem*.